



ATELIERS TYPOGRAPHIQUES DU JOURNAL LE PAYS. On écrit à nos abonnés tout ce qu'ils veulent, sans aucune restriction de lieu, de temps, de lieu, de temps, de lieu, de temps...

LE PAYS.

MONTREAL.

Jeudi, 31 Juillet 1902.

Du patronage.

Pour le ministère tombé, le mot patronage signifie :

1° Refuser toute faveur quelconque, toute justice quelconque à ses adversaires politiques ;

2° Donner invariablement les charges publiques à ses plus exagérés partisans, qu'ils fussent ou non qualifiés à remplir ces charges ;

3° Refuser aux employés le droit de penser en particulier, par la destitution, l'octroi d'un congé, de leur part, de près ou de loin, l'hostilité aux hommes en pouvoir ; les forcer en second lieu, sous peine de destitution, de voter pour ceux-ci, quelles que fussent leurs opinions politiques ou leurs préférences personnelles ;

4° Régarder conséquemment les employés publics, qui ne sont rien autre chose que les serviteurs de la nation, comme les employés personnels des ministres.

Telle était la doctrine et la pratique de la dernière Administration, exprimée hautement, explicitement, en pleine législature, par M. Cartier, M. McDonald et M. Cauchon.

Ce trio d'honnêtes gens prétendait qu'un employé devant de la reconnaissance au gouvernement qui l'avait nommé, lui devait conséquemment son vote. On ne faisait qu'un peu oublier, c'est que les employés, pour les neuf dixièmes au moins, se trouvent presque toujours avoir été nommés par les administrations qui ont précédé celle qui ose exprimer cette énormité qu'un employé public doit son vote au pouvoir du jour ; ce qui équivaut à dire que, quelque soit le degré de culpabilité d'un gouvernement, les employés de la nation et non du gouvernement n'ont d'autre droit que celui de l'approuver. Si au moins, ces messieurs avaient limité leur doctrine à ceux des employés qui avaient été nommés par eux, on aurait pu voir à quelque chose de spécieux, mais non, les employés mêmes qui avaient été nommés 20 ans avant leur accession au pouvoir, leur devaient la même reconnaissance que s'ils avaient été nommés par eux-mêmes !

Voilà les monstruosités que ces hommes qui faisaient si bon marché tout à la fois de la bourse publique et de leurs consciences, ou au moins de ce qui était supposé leur en tenir lieu, débauchaient journellement pour se cramponner à des charges dont ces prétentions seules les démontraient indignes.

On s'explique parfaitement que des ministres dont toute l'habileté se réduisait à violer les consciences n'aient su semer autour d'eux que démondation et bassesse.

Le patronage est un des détails les plus importants de l'administration d'un pays. Il doit donc être exercé au point de vue de l'intérêt général. Des hommes malhonnêtes seuls l'exercent au point de vue de leur personnel et au point de vue de leur intérêt personnel.

On peut dire que de la manière dont le patronage est administré découle le gouvernement effectif et bien entendu d'un pays. Le mot "gouverner c'est choisir" reste toujours vrai.

Bien gouverner, c'est donc bien choisir. Bien choisir, c'est nommer les hommes les mieux qualifiés sous le rapport de l'intégrité et de la capacité.

Pour cela il faut souvent sortir du cercle des partis. Faire du parti qui vous supporte un cercle infranchissable à l'obtention des charges publiques, c'est prouver que la corruption est la base de votre système.

Sous le dernier ministère la règle était absolue, ne souffrait aucune exception. On ne nommait que des partisans. Plus ils avaient été exagérés plus leurs titres étaient grands. Un homme plus suspect sous le rapport de l'intégrité personnelle était choisi de préférence à des gens sous tous les rapports supérieurs à lui s'il avait su faire sa cour. Or il est rare que les gens qui savent faire leur cour à des ministres malhonnêtes soient eux-mêmes d'un caractère élevé ou d'une moralité à toute épreuve. Le nombre des défectueux parmi les employés nommés sous la dernière Administration démontre parfaitement la vérité de ce que nous venons de dire.

Quand ces employés infidèles étaient nommés, très souvent avant qu'ils ne fussent, quand la nomination s'ébruitait d'avance, on faisait quelquefois des efforts pour modifier la détermination du gouvernement.

Alors toute la question se réduisait à ceci : "Êtes-vous partisan ou non ? Si oui, on céda quelquefois ; si non, jamais. Ensuite, vous démontrâtes la culpabilité la mieux établie chez un partisan du gouvernement, tout était en pareil état si vous apparteniez à l'opposition. Nous savons qu'à l'occasion de nominations de plusieurs des plus notables défectueux nommés par le dernier gouvernement, des représentations avaient été faites en temps opportun, établissant leur manque d'honnêteté dans des occasions graves. Une fois à notre connaissance, un membre de l'opposition, soutenu par un membre ministériel, réussit à empêcher une nomination qui eût été un scandale public, mais aussi, vingt fois, à notre pleine connaissance, des membres de l'opposition n'ont jamais pu empêcher certaines nominations de se faire et qu'arrivaient-elles ? Deux ans s'écoulaient à peine qu'il fallait instituer des enquêtes sur le compte des protégés des ministres.

Dans ses nominations, le dernier gouvernement poussait souvent l'oubli de toutes les convenances et de toutes les notions de devoir jusqu'à l'excès. Pourvu qu'il vécût, tout le reste lui était indifférent.

Comme Louis XV, les ministres disaient : "Après moi le déluge."

Cet atroce système a porté ses fruits. Le niveau moral des employés publics a baissé. Nous ne voyons certes pas dire que la majorité, ou même une forte

proportion des employés publics, soit entachée, loin de la, nous croyons à leur honnêteté comme fait général, mais si l'on veut examiner la conduite des employés nommés par les ministres McDonald, Cartier et Cartier-McDonald, on verra que dans cette classe, un nombre relativement plus considérable de défections de divers genres a eu lieu que chez les employés d'aucune autre administration. Or la seule raison de ce fait remarquable, c'est la pratique de ne nommer que des partisans sans s'inquiéter beaucoup de savoir s'ils ont véritablement les qualifications requises.

Entendre et pratiquer ainsi le patronage, c'est tout simplement démontrer que l'on n'est pas capable de bien gouverner un pays ; c'est non seulement prouver que l'on n'a pas de conscience, mais c'est aussi prouver que l'on est sans talent et sans habileté. Corrompre pour gouverner c'est faire acte d'impuissance.

Réformes.

Le gouvernement s'occupe activement de réformes en bois dans la voie des réformes. Beaucoup d'anciens surimémoires, employés sans nécessité et simplement pour augmenter le patronage, ont été renvoyés.

Cette tâche est sans contredit la plus pénible que le gouvernement ait à remplir. Il faut une détermination bien arrêtée de faire son devoir avant tout pour ne pas hésiter devant les nombreuses influences qui se mettent en mouvement pour protéger ceux qui sont inutiles, et surtout devant les hostilités que l'on soulève. Un employé, même temporaire, compte souvent s'être casé pour la vie. Sa famille, ses amis le croient aussi. Remercier cet employé de ses services c'est toucher à dix, vingt familles différentes qui lui portent intérêt et se sentent en quelque sorte frappées dans sa personne.

Les ministres sont poursuivis, traqués on peut dire, par un nombre infini de gens qui demandent grâce pour les leurs et veulent faire retomber le mauvais lot sur leur voisin.

On a déjà renvoyé plusieurs surimémoires de la part de l'adjoint-général. C'était un homme dans le département du Bas-Canada, le principal employé ne sait pas un mot de français et qu'à toute demande de renseignements il ne répond qu'après avoir envoyé chercher M. Pettit-Cair, aujourd'hui retiré, mais sent au fait des affaires du bureau. Ce principal employé était un protégé direct de Sir Edmund Head, qui l'a fait, d'un saut, passer du dernier rang à celui de premier clerc, en passant en avant de tous les autres employés plus anciens et plus capables que lui.

Voilà comme le dernier gouvernement protégeait la langue française.

Nous apprenons aussi que l'ouvrage de l'élimination des surimémoires va se poursuivre activement dans les autres bureaux. Des circulaires ont été envoyées à tous les départements demandant des rapports exacts sur l'état du personnel et les besoins réels des affaires.

Quelques-unes des injustices du dernier gouvernement vont être réparées, grand nombre de ses actes de corruption revus. Les défectueux vont être aussi appelés à rendre gorge. Nous espérons que le gouvernement n'oubliera pas le sincère et loyal qui reçoit un salaire pour dormir, boire et manger tranquillement chez lui.

M. Guibault, dit-on, ancien maître de poste de l'Assomption, destitué sans enquête, sans même avoir été mis en demeure de se justifier (l'affirmation de la Minerve que les accusations du notaire Louis Archambault avaient été prouvées, est entièrement fautive) va être réintégré dans une charge d'où l'hostilité seule d'une amende décernée des corrupteurs l'avaient renvoyé.

Il est un autre employé, nommé entre toute notion de bon sens et de décence, par la dernière administration, qui aurait dû être renvoyé sans délai. Nous voulons parler de l'inspecteur du revenu pour le district de Joliette.

M. Derome avait été recommandé à cette charge par un nombre considérable de citoyens du district, sans exception de parti. A la surprise générale, un jour matin, on apprend qu'un jeune homme du nom de Delille, récemment retenu des Etats-Unis, inconnu à tout le monde, et sans autre qualification pour la charge que celle de peintre en bâtiment, a été nommé. Sur la recommandation de qui l'avait-il été ? Voilà ce que le dernier gouvernement avait toujours tenu secret, mais ce que l'on sait enfin aujourd'hui. On avait préféré à la recommandation de plus de cent citoyens influents du comté, la seule recommandation de M. A. M. Delisle, le shérif actuel, petit parent du peintre en bâtiments.

Voilà de ces odieuses notes de favoritisme qu'un gouvernement n'est jamais obligé d'accepter ni de respecter.

Qui aurait cru que la recommandation d'un seul homme étranger au district serait préférée à celle de citoyens les plus respectables, y résidant, et s'occupant dans une action commune sans acceptation de parti ?

Les affaires laissées en souffrance par la dernière Administration sont maintenant presque toutes réglées. On cite diverses personnes ayant des réclamations d'une certaine importance qui n'ont pas demandé deux heures d'examen pour être accordées comme parfaitement légitimes, mais qu'on laissait traîner indéfiniment, sans que l'on ait jamais un an ou deux déjà, déchargés de leur insuccès devant ces mêmes hommes qui examinaient avec empressement les réclamations plus ou moins de membres de la Législature dès le lendemain de leur élection.

En un mot nous avons aujourd'hui une Administration qui travaille, qui a sérieusement à cœur le bien du pays, qui fait passer le devoir avant l'intérêt, qui vise sérieusement à l'économie et qui acquiesce tranquillement à la corruption d'autrui, si elle n'existe personne dans le pays qui ne soit disposé à la supporter avec zèle.

Elle est déjà aussi populaire que l'autre était méprisée. C'est tout dire.

La Commission d'Ottawa.

Nous voyons avec plaisir que cette commission fait son devoir puisque les anciens partisans de la corruption l'attaquent. On se plaint qu'elle traîne les affaires en longueur. De la part des amis du dernier gouvernement, ce reproche est du plus haut comique. Une mince affaire comme celle, par exemple, des ponts sur la rivière des prairies a requis, sous le ministère Cartier, une enquête de près de quatre mois, et quand il s'agit de la plus grande fraude de toute l'histoire de la Province, il faudrait finir l'enquête en six semaines !

Nous voyons aussi qu'établissant le Jole-Compte lanceur sur le gouvernement à propos de la commission. Cela se conçoit, car il est quelqu'un dont les rapports avec cette feuille sont assez étroits et assez suivis qu'il redoute du fond de sa conscience un rapport consciencieux.

Quand on a pris pour régler les difficultés, le gouvernement et les contracteurs un homme, (M. Killaly) que l'on déclarait soi-même naguères UN GRAND COMPTABLE, et que ce grand comptable a commis, dans le mesurage, une erreur volontaire, c'est-à-dire une fraude de plus de 30,000 pieds sur la superficie totale des murs, nous concevons parfaitement que le pillard le plus audacieux ne soit pas tranquille.

Nous qui savons que l'ex-commissaire des travaux publics sera sérieusement compromis quand on saura tout, nous concevons son malaise actuel et nous nous nous permettons de lui conseiller la patience et surtout l'adresse.

Le lendemain même du jour que M. Cauchon affirmait, en Chambre, en réponse à M. Sicotte, autant que nous pouvons nous rappeler, que le gouvernement ne considérait nullement le rapport de M. Killaly, comme liant le gouvernement, celui-ci affirmait devant le comité du Conseil législatif qu'il avait toujours compris au contraire que son rapport devait être final et également obligatoire pour le gouvernement et les contracteurs ; que si tel n'eût pas été l'intention, il n'aurait jamais accepté la charge de faire l'examen des ouvrages.

Il est strictement possible sans doute que M. Killaly se soit trompé, mais aussi est-ce qui n'a pu servir à pas le gouvernement dans toute cette malheureuse question d'Ottawa, et qui ont vu et entendu les nombreux mensonges que le dernier ministère a fait aux Chambres depuis que cette colossale fourberie s'exécute, ceux-là disons-nous, sont très portés à croire que celui des deux qui dit la parole, n'est pas M. Killaly. D'ailleurs l'opinion publique est fixée depuis longtemps sur la véracité de l'autre.

C'est un fait acquis d'ailleurs, aujourd'hui que M. Killaly n'agissait pas comme simple examinateur chargé de faire un rapport, mais qu'il a agi comme arbitre, décidant directement les questions en litige, et accordant des prix considérables pour faire renoncer les contracteurs à exercer, contre le gouvernement, un recours que lui M. Killaly considérait être tout à la fois légal et légitime.

Puis le Journal parle de M. Morris qui, sous l'inspiration de M. Keefer, a été la "cause des grandes erreurs et des grands mécomptes."

Voilà plusieurs fois que le Journal attaque M. Keefer. Nous n'entreprendrions certes pas de le défendre, mais nous pourrions bien demander au Journal pourquoi, si M. Keefer était l'inspirateur des grandes erreurs et des grands mécomptes, M. Cauchon lui a permis de rester en place environ un an, dans son propre département, prenant ainsi sa bonne part de la réalisation des grandes erreurs et des grands mécomptes ?

On saura bientôt toute la vérité sur M. Keefer, disait naguères le Journal. Pourquoi M. Cauchon n'a-t-il pas fait connaître la vérité quand il était ministre ? Pourquoi ne parle-t-il que quand il est chassé ? Peut-être serait-il resté s'il avait renvoyé M. Keefer et n'avait pas avéré les neuf dixièmes de ce "recours" comptable qui doivent le régénérer à eux millions de leurs semblables. Pour donner à nos lecteurs un échantillon des vies et opinions que l'on entretient dans le Sud, nous reproduisons l'extrait suivant d'un article publié dans un dernier numéro de *The Bow's Review*, publication périodique de la Nouvelle-Orléans, qui comme jargon de l'opinion du Sud, occupe à peu près la même position que les revues anglaises ou celle de Blackwood occupent en Angleterre. De Bow prétend descendre en ligne droite d'un ancien baron ou duc français ou quelque autre chose comme cela, et par conséquent son opinion aristocratique des "Irlandais orduriers et buveurs de whiskey, des Allemands sales et mangeurs de choucroute, des Anglais boulegoués abrutis, et des Canadiens orduriers" sera reçue avec toute la déférence qui lui est due par les sympathisants canadiens. Lisez, c'est un échantillon choisi de l'aristocratie littéraire du Sud :

"Nos français sont toutes conservatrices, morales, religieuses, et d'une modestie sensitive, et elles abhorrent le Nord bestial pour son infidélité, sa grossièreté, son dévergondage, son anarchie et son agriarisme. Ce sont elles et le clergé qui conduisent et dirigent le mouvement sécessionniste. C'est une grosse erreur de croire que la question des nègres seule est la cause de la discussion entre le Nord et le Sud. Nous sommes patriotes et gentilshommes, tandis que le Nord est une nation de petits boutiquiers, d'artisans malpropres et grasseux, de petits cultivateurs et d'hommes qui ont à travailler pour vivre. Nous sommes de la noble lignée des Cavaliers, Jacobites et Huguenots à sang royal, qui ont peuplé le Sud, et qui haïssent, conspuent et méprisent naturellement avec dégoût et horreur les Puritains, Irlandais orduriers et buveurs de whiskey, Allemands sales et mangeurs de choucroute, Anglais boulegoués abrutis, l'écume de la société européenne en général, qui durent quitter leur pays pour son plus grand bien, et qui peuplèrent le Nord.

"Nous sommes les descendants des races dominantes, qui sont nées pour régner ; eux descendent des serfs saxons, qui portaient des anneaux de cuir au nez, comme signe de leur servilité envers nos pères, les patriciens

met aux entrepreneurs d'avoir recours aux arbitres provinciaux, et qu'ils peuvent reconnaître la commission ; comment donc le gouvernement, à l'aide d'une pareille commission, et en face de la loi, si son but n'était pas uniquement de faire du capital politique, pouvait-il espérer régler finalement la question ?

Et comment donc M. Cauchon, quand il nomma M. Killaly, ce grand comptable d'après lui, au lieu des arbitres provinciaux, pour régler finalement la question, comment M. Cauchon pouvait-il lui-même, espérer régler finalement la question par la nomination d'un homme en qui personne n'a confiance dans le pays ? En quoi M. Killaly méritait-il plus la confiance que la commission actuelle ? Comment pouvait-il, plutôt qu'elle, régler finalement !

Comment conserver son sang froid quand on voit un homme de ce calibre s'insurger contre une commission composée au moins d'honnêtes gens pour régler la même question, cet homme avait nommé un employé qu'il déclarait lui-même naguères être un grand comptable.

Eh bien la seule explication plausible de ce fait étrange est qu'il devait y avoir quelque honteux *job* là-dessous.

Puis on dit que le gouvernement aurait dû nommer M. Page seul... mais si le gouvernement l'eût fait, on eût crié à la partialité, on eût écrit vingt colonnes pour prouver que le gouvernement aurait dû prendre des hommes qui n'eussent été ni directement ni indirectement liés avec la construction ou les examens déjà faits des ouvrages !

C'est, nous l'avons vu, une bien grande misère, pour un homme qui se respecte, que de discuter avec des journaliers de ce calibre.

Enfin on fait remarquer avec complaisance que M. Bourgeois a quelquefois après de lui pour faire ses calculs.

Nous ne connaissons, nous, un ex-commissaire des travaux publics qui a toujours fait certains calculs sans admettre personne dans ses confidences et qui avait grandement raison de le faire, parce que c'était nous compromettant.

Nous désespérons pas de voir le *Journal de Québec* et la *Minerve* travailler ensemble avec une touchante cordialité, à consommer le dommage immense causé au pays par le choix insensé d'Ottawa pour sa capitale.

Comme ces honnêtes gens seront heureux quand ils auront réussi à faire déboursé plus de \$4,000,000 à la province pour maintenir une trahison de M. Cartier et une convoitise de M. Cauchon !

Espérons que le travail de la commission dévoilera un tel état de choses que les députés du pays comprendront enfin l'immense hypocrisie de la coterie misérable qui a païé un Edmund Head à consommer cette grande iniquité.

Les Opinions du Sud.

[Nous invitons les défenseurs de la cause du Sud, à méditer un peu l'article suivant, cité de la revue de Bow par le *Pertic Courier*. Cet article doit flatter les sympathies des partisans de l'esclavage.]

(Du *Pertic Courier*.)

Les Canadiens commencent bien peu les Etats du Nord. Le fait est que relativement aux opinions, manières et coutumes du Sud, ils ne les connaissent pas que celles des habitants de la Patagonie. Il est très rare qu'un journal du Sud parvienne en Canada, et aux livres, ils sont tout à fait inconnus au Nord du St-Laurent. Cette absence de connaissance des faits réels est en partie remplacée par des notions romanesques et visionnaires de "Dixie's Land" comme étant l'endroit où fleurissent la chevalerie et les principes honorables. C'est pourquoi un grand nombre de canadiens sympathisent avec le Sud dans la lutte qu'il a commencée, et que l'on croit être une lutte pour la liberté, oubliant que les "chevaliers" du Sud rêvaient pour eux un libre qu'ils refusaient à cinq millions de leurs semblables. Pour donner à nos lecteurs un échantillon des vies et opinions que l'on entretient dans le Sud, nous reproduisons l'extrait suivant d'un article publié dans un dernier numéro de *The Bow's Review*, publication périodique de la Nouvelle-Orléans, qui comme jargon de l'opinion du Sud, occupe à peu près la même position que les revues anglaises ou celle de Blackwood occupent en Angleterre. De Bow prétend descendre en ligne droite d'un ancien baron ou duc français ou quelque autre chose comme cela, et par conséquent son opinion aristocratique des "Irlandais orduriers et buveurs de whiskey, des Allemands sales et mangeurs de choucroute, des Anglais boulegoués abrutis, et des Canadiens orduriers" sera reçue avec toute la déférence qui lui est due par les sympathisants canadiens. Lisez, c'est un échantillon choisi de l'aristocratie littéraire du Sud :

"Nos français sont toutes conservatrices, morales, religieuses, et d'une modestie sensitive, et elles abhorrent le Nord bestial pour son infidélité, sa grossièreté, son dévergondage, son anarchie et son agriarisme. Ce sont elles et le clergé qui conduisent et dirigent le mouvement sécessionniste. C'est une grosse erreur de croire que la question des nègres seule est la cause de la discussion entre le Nord et le Sud. Nous sommes patriotes et gentilshommes, tandis que le Nord est une nation de petits boutiquiers, d'artisans malpropres et grasseux, de petits cultivateurs et d'hommes qui ont à travailler pour vivre. Nous sommes de la noble lignée des Cavaliers, Jacobites et Huguenots à sang royal, qui ont peuplé le Sud, et qui haïssent, conspuent et méprisent naturellement avec dégoût et horreur les Puritains, Irlandais orduriers et buveurs de whiskey, Allemands sales et mangeurs de choucroute, Anglais boulegoués abrutis, l'écume de la société européenne en général, qui durent quitter leur pays pour son plus grand bien, et qui peuplèrent le Nord.

"Nous sommes les descendants des races dominantes, qui sont nées pour régner ; eux descendent des serfs saxons, qui portaient des anneaux de cuir au nez, comme signe de leur servilité envers nos pères, les patriciens

Normands. Nous sommes le peuple le plus aristocrate du monde. L'orgueil de caste et de couleur et le privilège fort de tout homme blanc du Sud n'ont été créés que par le sentiment. Et l'aristocratie est la seule sauvegarde de la liberté à l'Aud Nord, le progrès et la tendance de l'opinion est vers la démocratie pure, moins de gouvernement, l'anarchie et la loi agraire. Nos ennemis, — les masses stupides, sensuelles, brutales, ignorantes de la dégoutante démocratie du Nord, qui sont aussi insensés que dépravés, n'ont pas pu comprendre les signes des temps, ne s'attendaient pas à la scission, mais s'élançaient aussi étourdiment que l'avide troupeau de porcs affamés à l'appel de leurs maîtres. On leur promettait le pillage, et ils n'ont eu que le feu ; on leur promettait du pain, et ils n'ont eu qu'une pierre. Nos ennemis meurent de faim et sont désorganisés, tandis que nous sommes exercés, équipés et armés jusqu'aux dents, et nous rappelant les menaces de corde et de dalle des barbares du Nord. Les masses grognantes, affamées et nues du Nord sont en guerre avec leurs chefs ; elles sont muettes, paralysées, éperdues, et n'ont aucun plan d'action pour l'avenir.

Il faut que ceux qui les ont trompés en aient soin. — Il vaudrait mieux — à mille fois mieux — tomber sous la domination des nègres libres ou des bohémien, que sous celle des Yankees abrutis, Allemands choristes, Irlandais pontilleux, ou Canadiens crapuleux.

Les bohémien et les nègres libres ont beaucoup de traits aimables, nobles et généreux, mais cette nauséabonde écume de la création n'en a pas ! Le sénateur Wade, et Seward aussi, dit que le Nord absorbera le Canada. Cela est à moitié vrai ; la vile, sensuelle, animale, brutale, infidèle, superstitieuse démocratie du Canada, les sales Etats Yankees, et le Nord-Ouest abrutis, se coaliseront de quelque manière, et le sénateur Johnson, du Tennessee, se joindra à eux. Mais lorsque le Canada, la Nouvelle-Angleterre, le Nord-Ouest, et toute la population bestiale, puritaine, choriste de Whiskey, mangeuse de choucroute, administrée, dévergondée, démocratique, des Etats libres, de viendra maître de New-York, qu'en résultera-t-il ? En dehors de la ville, l'Etat de New-York est complètement yankee et puritain, composé d'une population aussi vile, sans principes et aussi déréglée qu'aucune population de la terre. Bien plus, nous n'hésitons pas à dire que c'est la plus vile de toute la terre."

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que ces documents possèdent par eux-mêmes, ils n'ont aucune conclusion générale à en tirer soit pour la science soit pour la prévention de l'avenir. Sur un sujet où les médecins diffèrent si complètement, il y aurait présomption à tirer quelques déductions et le plus sage est de s'abstenir.

Quant à la durée de l'épidémie, rien encore de général l'étude de la dernière épidémie, celle de 1858, prouve que, quoique l'apparition de la maladie soit le 25 juillet, et sa disparition du 26 décembre, la période épidémique n'a réellement progressé que 12 semaines ; pendant ce laps de temps, la mortalité a été pour chaque semaine ascendante de 2, 8, 9, 20, 25, 70, 140, 285, 218, 402, 449, 472 décès. Ayant atteint cette période au 12 septembre, elle a commencé à diminuer, et elle n'a été que de 2 dans la semaine finissant au 26 décembre. Le nombre total des victimes de cette épidémie a été de 4,862, dont 1,140 morts en août, 2,204 en septembre et 1,137 en octobre.

Du reste, quelque intérêt que



VENTES. A MM. LES AVOCATS. BLANCS A VENDRE. ON POURRA SE PROCURER AUX BUREAUX DU PAYS...

A VENDRE. UN BEL ETABLISSEMENT DANS LE Township de St-Gabriel de Brandon...

VENTE PAR AUTORITE DE JUSTICE. SERONT VENDUS PAR AUTORITE DE JUSTICE, au plus haut et dernier enchérisseur...

UN TERRAIN situé en la Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, contenant environ 12 arpents...

UN AUTRE TERRAIN situé en la Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, contenant environ dix arpents...

A VENDRE PLUSIEURS LOFS A BAIER SITUÉS SUR le Côté Nord du Carré Viger, ainsi que sur la Rue Berri.

CINQ MILLE PIASTRES PRETER SUR PROPRIETE DE VILLE. Premières hypothèques.

BON PAPIER COMMERCIAL NEGOCIE. J. E. MALHOT, Courcier.

MINES D'ACTON! A VENDRE Près des Cèdres, MINES D'ACTON.

DEMANDE AU PARLEMENT. AVIS EST PAR LE PRESENT DONNE que JOHN HENRY RANSON...

AVIS DIVERS. SUCCESION BIRON. AVIS EST DONNE QUE LES SOUSSEIGNES...

BAVQUER MOLSON. LISTE PAR LES PRESENTS DONNE CUE L'Assemblée générale et annuelle des Actionnaires...

AUX PROPRIETAIRES DE MOULINS, MANUFACTURES, ETC. E. N. LAPOINTE et frère...

REPERES: L'honorable J. Payman, seigneur, St-Henri de Montcalm...

AVIS. LE SOUSSEIGNÉ AYANT PRIS DES ARRANGEMENTS avec une Assurance de première classe...

AVIS. LES SOUSSEIGNÉS SE SONT ASSOCIÉS EN COMME AVOCATS ET PROCUREURS...

MAISON FRANÇAISE A NEW-YORK. HOTEL DE BANQUE DU SUD, TENU PAR A. LIGIER.

MAISON FRANÇAISE A NEW-YORK. HOTEL DE BANQUE DU SUD, TENU PAR A. LIGIER.

AVIS. RESTAURANT LA CARTE. Table d'hôte à 5 heures et demi.

ASSURANCES. "HARTFORD" COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU.

"HOME" COMPAGNIE D'ASSURANCE DE NEW-YORK. OFFICES: 112 et 114, Broadway.

"ETNA" COMPAGNIE D'ASSURANCE DE HARTFORD, Conn. ACTIF, le 1er JUILLET 1862.

PHARMACIE. Apothecaries' Hall, Cathedral Block.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1855 A PARIS. Médaille de 1ère Classe.

AGREABLE EXCURSION RAPIDES LACHINE. LE RICHELIEU.

LAURENT et LAFORCE. Ont l'honneur d'annoncer à leurs amis.

PUBLIC. Qu'ils ont transporté leur MAGASIN DE PIANOS.

CELEBRES MANUFACTURES. Robert Nims, New-York; Schultz et Ledford New-York.

ASSURANCES. COMPAGNIE D'Assurance Internationale SUR LA VIE.

ASSURANCES. SOCIETE D'ASSURANCE INTERNATIONALE SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCES. COMPAGNIE D'ASSURANCE ROYALE DE LIVERPOOL ET LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

AGREABLE EXCURSION RAPIDES LACHINE. LE RICHELIEU.

AGREABLE EXCURSION RAPIDES LACHINE. LE RICHELIEU.

AGREABLE EXCURSION RAPIDES LACHINE. LE RICHELIEU.

COMPAGNIE D'ASSURANCE PROVINCIALE CONTRE LE FEU ET POUR LA

Marine a l'Interieur INCORPORÉE EN 1849. CAPITAL SOUSCRIT \$1,743,520.

ASSURANCES. SOCIETE D'ASSURANCE INTERNATIONALE SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCES. COMPAGNIE D'ASSURANCE ROYALE DE LIVERPOOL ET LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

ASSURANCE UNITY. CONTRE LE FEU ET SUR LA VIE, DE LONDRES.

ADRESSES. ROUSSILLE ET VINCENT, AVOCATS.

ADRESSES. Die D. GOULET, MODISTE.

ADRESSES. Dr. JOURDAIN, DENTISTE.

ADRESSES. J. OS. DUHAMEL, AVOCAT.

ADRESSES. NOEL ROY, TEINTURIER-DEGRAISSEUR.

ADRESSES. MEDERIC LANCTOT, AVOCAT.

ADRESSES. MOUSSEAU et LABELLE, AVOCATS.

ADRESSES. DENIS et DESNOYERS, AVOCATS.

ADRESSES. SOCIETE "UNITY", D'ASSURANCE SUR LA VIE.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.

CHEMIN DE FER. CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC. ARRANGEMENT DES CONVOIS.